

بسم الله الرحمن الرحيم

Un regard sur l'actualité

09/01/2026

Le régime syrien annonce sa trahison en établissant une cellule commune avec l'entité sioniste

Des discussions d'une durée de deux jours entre le régime syrien et l'entité sioniste se sont achevées, le 6 janvier 2025, à Paris, capitale de la France, sous le parrainage de l'Amérique. À la suite de ces discussions, le communiqué commun publié indiquait ce qui suit : « *La mise en place d'un mécanisme d'intégration commun, en tant que cellule de liaison, pour une coordination immédiate du renseignement et une désescalade des tensions ; ainsi que l'inclusion, au sein de ce mécanisme commun, d'un engagement diplomatique et commercial sous supervision américaine.* » (Agence Anadolu, 7 janvier 2026)

Le régime syrien était représenté lors de ces discussions par son ministre des Affaires étrangères, Asad al-Shaybânî, accompagné du chef de l'Organisation générale du renseignement, Hussein al-Salama. Ainsi, le nouveau régime syrien dirigé par Ahmad al-Shara (al-Joulani) a confirmé, à l'instar des dirigeants des autres pays musulmans de la région, sa trahison envers Allah, Son Messager et les croyants. Cette trahison constitue une démarche de normalisation avec l'entité sioniste, à l'image de ce qu'ont fait la Turquie, l'Égypte, la Jordanie, les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Maroc, l'Azerbaïdjan et d'autres.

L'entité sioniste était, quant à elle, représentée par son ambassadeur à Paris ainsi que par un conseiller du Premier ministre de l'entité sioniste. Les négociations se sont déroulées sous la supervision de l'envoyé spécial américain Steve Witkoff et du gendre de Trump, Jared Kushner.

Il a été annoncé que, lors de son séjour à Paris, le ministre syrien des Affaires étrangères al-Shaybânî a également rencontré son homologue français Jean-Noël Barrot, et que ce dernier a déclaré : « *La France accueille favorablement la décision de la Syrie de rejoindre la coalition internationale dirigée par l'Amérique.* » La France est elle-même membre de cette coalition. La mission de cette alliance est de prendre pour cible les enfants musulmans qui s'opposent à la domination coloniale occidentale, américaine et européenne, sous le prétexte de la lutte contre Daech et les organisations dites extrémistes. Car, selon leur conception, tout musulman qui appelle à gouverner par l'Islam, à l'unité de la Oumma islamique, et qui rejette l'influence occidentale, sa culture, sa civilisation, son système et son instrument — l'entité sioniste —, est considéré comme "extrémiste".

De son côté, le Premier ministre de l'entité sioniste Benjamin Netanyahu a déclaré : « *L'intérêt d'Israël est d'avoir des frontières sûres et stables avec la Syrie, et de garantir la protection de la minorité druze à l'intérieur du territoire syrien.* » En réalité, l'entité sioniste cherche, face à l'incapacité des nouveaux dirigeants syriens, à consolider sa domination sur le sud de la Syrie ; comme Netanyahu l'a proclamé, elle tente d'établir le "Grand Israël" ; renforce le pillage de la Palestine, œuvre à mettre fin à la présence islamique en déportant la majorité de sa population, et travaille à s'emparer de leurs terres et de leurs biens.

La Turquie confirme, par son rôle au sein de l'alliance chrétienne de l'OTAN, son engagement à protéger l'Europe.

Le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan a déclaré, le 5 janvier 2026, lors d'une réunion de l'OTAN tenue à Lisbonne, capitale du Portugal : « *En tant qu'Européens, nous sommes tous dans la même situation. Assurer notre sécurité intérieure est une nécessité existentielle ; nous ne pouvons déléguer notre sécurité à d'autres.* »

Ce ministre, qui se considère comme musulman et représente un pays qui est une terre d'Islam, proclame son allégeance aux mécréants au sein de l'OTAN, une alliance croisée et coloniale ; il considère la sécurité de la Turquie comme faisant partie de la leur et en fait une question existentielle.

En soulignant l'engagement de la Turquie envers cette alliance, Hakan Fidan a critiqué l'exclusion de la Turquie de l'adhésion à l'Union européenne et a déclaré : « *Malgré les engagements de coopération avec des alliés extérieurs à l'Union européenne, la Turquie a été maintenue pendant des années en dehors des cadres de sécurité et de défense de l'Union européenne.* »

Par ces propos, il exprime la volonté que la Turquie soit intégrée aux structures de sécurité et de défense de l'Union européenne ; il révèle ainsi que la Turquie est prête à défendre l'Union européenne croisée.

La raison de l'audace de Trump à l'encontre du Venezuela et de ses menaces à l'égard d'autres pays

La présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodríguez, a déclaré : « *La recherche d'une relation internationale équilibrée et fondée sur le respect mutuel entre l'Amérique et le Venezuela figure parmi nos priorités. Nous réaffirmons notre attachement à la paix et au principe de coexistence pacifique, et nous aspirons à vivre à l'écart des menaces extérieures. Je dis ceci au président Donald Trump : notre peuple et notre région méritent la paix et le dialogue, pas la guerre.* » (Télévision vénézuélienne, 4 janvier 2026)

Cette déclaration a été formulée lors de la première réunion tenue par le gouvernement du pays, après que l'Amérique a mené, le 3/1/2026, une attaque contre le Venezuela, en enlevant le président Nicolás Maduro et en l'emmenant en Amérique afin de le juger pour des accusations de trafic de drogue. Maduro a rejeté ces accusations à plusieurs reprises.

Cependant, l'Amérique a utilisé cela comme un prétexte afin d'établir sa domination sur le Venezuela et sur ses richesses. En effet, le président américain Donald Trump l'a exprimé ouvertement en déclarant :

« *L'objectif de l'Amérique est d'obtenir un accès total au pétrole et aux autres ressources du Venezuela.* » Il a également déclaré : « *Il y a beaucoup de choses à faire au Venezuela, et de grandes compagnies pétrolières américaines s'apprêtent à lancer des investissements de plusieurs milliards de dollars.* » Et il a encore affirmé : « *L'Amérique a le droit d'utiliser le pétrole vénézuélien de la manière qu'elle juge appropriée.* »

Trump a renouvelé ses menaces à l'encontre des responsables vénézuéliens en déclarant : « *C'est nous qui dirigeons le Venezuela ; s'ils ne respectent pas les engagements, nous porterons un second coup.* » Il a également menacé la présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodríguez, affirmant qu'elle « paierait le prix » si elle refusait de se soumettre aux exigences injustes de l'Amérique. (El Cezire, Anadolu, 5/1/2025)

Le 7/1/2026, Trump a une nouvelle fois confirmé que l'objectif de l'attaque menée contre le Venezuela était de s'emparer de son pétrole, en déclarant : « *Dans le cadre des sanctions, le Venezuela livrera à l'Amérique entre 30 et 50 millions de barils de pétrole.* »

Trump a également lancé des menaces à l'encontre d'autres pays en déclarant : « *Le Venezuela pourrait ne pas être le dernier pays à être exposé à une intervention américaine.* »

Ainsi, l'Amérique met clairement en évidence que son objectif est entièrement colonial ; elle cherche à s'emparer des richesses pétrolières du Venezuela, de ses ressources minières et de l'ensemble de ses autres richesses. Elle menace également des pays d'Amérique du Sud tels que la Colombie et Cuba ; en parallèle, elle cible aussi le Danemark et souhaite que l'île du Groenland passe sous contrôle américain. Ainsi, le 4/1/2026, répondant à la question de journalistes lui demandant : « *Le Groenland est-il votre deuxième cible ?* », il a déclaré : « *Nous avons absolument besoin du Groenland. Nous en avons besoin pour notre sécurité.* » En effet, l'importance de l'île découle de ses richesses minières ainsi que de sa position stratégique au point de jonction entre l'océan Atlantique Nord et l'océan Arctique.

L'audace de Trump à attaquer le Venezuela et à proférer des menaces contre d'autres pays découle de l'attitude lâche et impuissante des autres États du monde qui, face à l'Amérique, se tiennent dans la peur et l'incapacité, sans agir sérieusement pour l'arrêter. Cette audace puise également sa source dans la trahison et les attitudes abjectes des dirigeants des terres d'Islam. Car ils ont applaudi Trump, l'ont loué et l'ont qualifié d'« homme de paix ». Or Trump soutient l'entité sioniste dans le génocide perpétré à Gaza ; il expose ouvertement son plan visant à prendre le contrôle de Gaza, à en déterminer l'administration et le destin.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur